

À propos de la liberté de parole pour l'opposition

«Wang Dan, sexe masculin, vingt-quatre ans, originaire du Jilin. Étudiant au département d'histoire de l'Université de Pékin. Taille approximative: 1,73 m. Maxillaire inférieur pointu, cheveux relativement clairsemés, dents de devant cariées, traits relativement fins. Porte des lunettes de myope. Parle d'une voix enrouée, avec l'accent pékinois.» Telle est la légende qui accompagnait la photographie de Wang Dan qu'on a pu voir dans la cassette vidéo diffusée sur les écrans de la télévision chinoise au cours du mois de juin. Son portrait figurait aux côtés de ceux de 20 autres dirigeants étudiants recherchés, en première place, Wang Dan étant alors considéré comme l'«ennemi public» le plus dangereux. Accusé d'avoir mené la «rébellion contre-révolutionnaire», Wang Dan est désigné nommément dans le rapport établi par le maire de la municipalité de Pékin, Chen Xitong, sur les événements d'avril-juin 1989, eu égard au rôle qu'il aurait tenu dans l'organisation du Salon démocratique de l'Université de Pékin, avant les événements ¹Chen Xitong, «Rapport sur l'écrasement de la rébellion antigouvernementale» (30 juin 1989), supplément à Beijing information, Pékin, n°30, 24 juillet 1989. Voir aussi: «Le visage véritable du "Salon démocratique" de l'Université de Pékin», Beijing ribao (quotidien de Pékin), 25 juillet 1989.. Il a finalement été arrêté—certainement à Pékin —, le 6 juin. (Sa capture a été confirmée publiquement le 20 juillet par de hauts responsables du Parti communiste de l'Université de Pékin.) Selon le rapport d'Amnesty International, Wang Dan aurait été torturé ²Amnesty International, «People's Republic of China. Preliminary Findings on Killings of

Unarmed Civilians, Arbitrary Arrests and Summary Executions since 3 June 1989» (République populaire de Chine. Conclusions préliminaires sur les massacres de civils sans défense, les arrestations arbitraires et les exécutions sommaires depuis le 3 juin 1989), Londres, août 1989, p. 33..

Le texte qu'on va lire a paru dans le numéro inaugural de la revue Xin Wu Si [nouveau 4 mai], numéro tiré à quelques centaines d'exemplaires et diffusé de façon confidentielle. Cette revue était éditée, avant le mouvement, par le département de recherche sur les problèmes sociaux contemporains de l'Association Xuehai

³ *Xuehai: «mer des connaissances». Le nom choisi pour l'association renvoie certainement à cette phrase célèbre: «La mer des connaissances n'a pas de limites, seule l'étude laborieuse permet de la borner» (Xue hai wu ya, wei qin shi an). de l'Université de Pékin que Wang Dan animait. Nous avons traduit l'article de Wang Dan d'après la version qu'en donne Jiushi niandai [les années 90], dans sa livraison de septembre 1989, sans reprendre les intertitres insérés, pour l'occasion, par la rédaction du mensuel de Hong Kong .*

A. Pino

Bien que la liberté de parole soit stipulée dans la Constitution en tant que principe important, elle est, depuis longtemps, foulée aux pieds de façon violente et autoritaire. Cela se manifeste, de manière patente, dans la vie politique concrète actuelle, à travers la restriction illégale et violente de la parole de l'opposition par les autorités. Cette restriction équivaut à une coercition et se révèle dans l'équation: vérité = conception prolétarienne du monde = marxisme = conception du monde donnée par le Parti = déclarations des instances dirigeantes du Parti = dirigeant suprême. Évidemment, cette argumentation ne repose sur aucun

fondement et il n'est nullement besoin de la réfuter.

On peut invoquer les arguments suivants en défense de la restriction de la liberté de parole de l'opposition:

1. le Parti au pouvoir ou les autorités représentent les intérêts du peuple et ils détiennent la vérité;
2. les opinions de l'opposition sont absurdes et elles risquent d'entraîner pour la société des conséquences néfastes graves. Aussi, ceux qui guident la pensée des masses doivent-ils en restreindre la circulation;
3. la croissance de l'opposition troublerait la stabilité et l'unité et porterait atteinte à l'ordre normal du développement politique.

Réfutons le premier de ces arguments:

a. Il n'existe pas de vérité absolue, mieux, la vérité n'est pas unique. Certes, le prolétariat peut détenir la vérité. Mais, la classe capitaliste ou une minorité peuvent aussi la détenir. C'est cela qu'on entend par: «Tous sont égaux devant la vérité.» Quand bien même la parole de l'opposition serait manifestement erronée, personne ne se montrerait capable de certifier qu'elle ne renferme absolument aucune parcelle de vérité. Or si elle renferme une parcelle de vérité, on ne doit pas la bâillonner, ni l'affaiblir en lui imposant un monopole.

b. Celui qui détient authentiquement la vérité ne saurait bâillonner les opinions de l'opposition. Au contraire: à mesure que la propagation de ce qui est erroné va en s'élargissant, la vérité se prouve de façon plus vaste et plus ferme. En effet, toute vérité surgit du conflit qui l'oppose à l'erreur. Sans confrontation à l'erreur, la vérité risque de perdre le fondement sur lequel elle repose. Il appert que restreindre la parole de l'opposition constitue le signe d'une faiblesse et d'une absence de confiance en soi. Et cela conduit, inéluctablement, à faire obstacle à la diffusion de la vérité.

c. Les intérêts du peuple sont pluriels. Chaque couche de la société recherche ses propres intérêts. Les intérêts que représente le Parti au pouvoir, qui a pour charge de représenter les intérêts du peuple, ne peuvent pas être les intérêts de tous. Au mieux, celui-ci représente seulement les intérêts de la majorité du peuple. Or les droits légitimes de chaque citoyen sont sacrés et il n'en peut être dépouillé. Aussi, on doit admettre l'existence de canaux par lesquels ces droits s'expriment. Qui se trouve en mesure d'affirmer avec certitude que les opinions de l'opposition ne peuvent pas représenter les intérêts d'une petite fraction du peuple ? Dans un tel état d'incertitude, restreindre la parole de l'opposition revient à bâillonner les demandes formulées par le peuple relativement à ses propres intérêts.

d. Un parti politique ne se compose pas de membres identiques. En tant qu'organisation politique de masse, il mêle en lui inévitablement des gens de toutes sortes, y compris les ambitieux qui aspirent à user du pouvoir pour déformer la vérité dans le but de duper la population, et, ce faisant, de satisfaire leurs aspirations individuelles. Si, contre ces gens-là, aucune voix, venue de l'extérieur, ne s'élève pour apporter la critique ou pour exercer un contrôle, ils ne peuvent que mener, sans aucune retenue, leurs activités de déformation de la vérité. Parce que, même s'il existe à l'intérieur d'un parti un mécanisme de restriction, il leur est toujours possible d'en avoir la maîtrise et, donc, de lui ôter toute force. À plus forte raison dans la situation de dictature d'un parti unique dans laquelle la Chine se trouve placée de fait, et où, à l'intérieur du parti au pouvoir, les opérations menées par les organes de restriction ou de contrôle sont totalement inopérantes. En d'autres termes, restreindre la parole de l'opposition fournit un terrain d'action commode aux mauvais éléments qui s'infiltrèrent dans le Parti et facilite leur action. Ce qui porte le plus atteinte à la conduite d'un parti qui gouverne vient souvent en premier lieu de sa propre corruption et de son opacité internes. En

particulier dans les périodes de paix, quand règne une dictature. Il appert que restreindre la parole de l'opposition ne peut que favoriser la déformation de la vérité.

e. Il est aussi permis de critiquer la vérité. En fait, la vérité ne consiste pas seulement en conceptions théoriques macroscopiques et en règles de conduite. Elle inclut également des «vérités oiseuses» du style de: «Lorsqu'un homme est rassasié, il ne peut pas avoir faim.» S'agissant d'une telle affirmation, je puis, m'inscrivant totalement en faux contre tous, proclamer partout qu'un homme rassasié a encore faim, sans qu'on me punisse ou qu'on me restreigne. Tout au plus passerai-je pour un idiot et on ne fera pas cas de moi. Pourquoi en va-t-il ainsi? Évidemment parce que ce genre de paroles d'opposition que je profère sont par trop absurdes. Donc, si les paroles d'opposition que l'on prononce provoquent la confusion dans les esprits, c'est forcément parce qu'elles renferment des choses acceptables. Dès lors, deux problèmes se posent: 1) il est possible qu'une minorité de gens puisse détenir la vérité; 2) si les propos outrancièrement absurdes ne sont pas punis, les sophismes qui contiennent quelque valeur, eux, sont soumis à restriction en manière de punition. Cela n'est pas juste. Le communisme, qui est pourtant une vérité parmi d'autres, ne peut être critiqué. Cela non plus n'est pas juste. Ces deux sortes d'injustices ressortissent totalement au choix du pouvoir exercé par la force. Comment peut-on, s'agissant de quelque chose qui ne parvient à se maintenir qu'en s'appuyant sur un pouvoir exercé par la force, parler encore de vérité?

Réfutons le deuxième de ces arguments :

a. Nous reconnaissons volontiers qu'il entre dans les responsabilités du gouvernement et du Parti au pouvoir de punir les doctrines hétérodoxes et les idéologies malsaines, et de mettre en pratique l'ainsi nommée «direction politique.» Cela étant, quand la parole de l'opposition est restreinte et qu'elle ne parvient pas à circuler, elle demeure

inévitablement secrète et nul ne la connaît. Conséquemment, on ignore ce que sont précisément ces doctrines malsaines et ces idéologies. Comment, dans ces conditions, peut-on les punir? Si l'on n'admet pas une libre circulation de la parole de l'opposition, et que, par suite, on ne la punit pas en temps utile, la pensée du peuple risque d'en pâtir. Ne seraient-ce pas le gouvernement et le parti au pouvoir qui devraient être tenus pour responsables de cela, eux qui suppriment la liberté de parole? Il appert que restreindre la parole de l'opposition revient, en même temps, à protéger ce qu'elle renferme d'idées erronées.

b. L'exercice du pouvoir par le gouvernement, en tant que celui-ci représente la volonté des citoyens, doit reposer sur la confiance mutuelle du gouvernement et des citoyens. La crainte que la parole de l'opposition n'entraîne des conséquences néfastes trahit, à l'évidence, de la méfiance et du mépris envers la faculté de jugement des citoyens. Seul un gouvernement qui s'oppose à l'idée selon laquelle «le peuple voit juste» ⁴Un des poncifs du lexique bureaucratique chinois. est capable de restreindre la parole de l'opposition.

c. Si erronée que puisse être la parole de l'opposition, on doit permettre sa libre circulation. Parce que, avant qu'elle ne circule, qu'elle soit juste ou qu'elle soit erronée, les organes de contrôle en sont seuls juges. Les jugements de valeur portés à l'encontre d'une théorie ou d'une croyance étant par nature divers, on ne peut en donner une image certaine. Dès lors, les jugements de valeur émis par des organes de contrôle ne sauraient représenter le jugement de la majorité des citoyens. Il appert que c'est à la seule condition de permettre sa libre circulation qu'il est possible de trancher sur la justesse ou sur la fausseté d'une opinion.

d. La liberté de parole, à l'instar de la propriété individuelle, est un droit de l'homme inné et sacré qu'on ne saurait violer. Marx a pu assimiler la liberté d'association,

de presse et de réunion (la liberté de parole se trouve évidemment incluse) «à la terre, à l'air, à la lumière et à l'espace». Il s'agit là d'une métaphore heureuse parce qu'elle montre de façon imagée que, de même que les vagabonds, les idiots ou les malades mentaux doivent, eux aussi, jouir de l'air, de la terre et de la lumière, de même la parole qui s'oppose au système en vigueur doit avoir la possibilité de se faire librement entendre au sein dudit système.

e. Si la parole de l'opposition entraîne des conséquences néfastes graves, le gouvernement au pouvoir a totalement le droit, usant de l'autorité dont les citoyens l'ont investi pour faire respecter la loi, d'engager contre elle des poursuites ou de la punir. Mais, en aucune façon, il ne doit la restreindre à l'avance.

Réfutons le troisième de ces arguments:

Une structure de fonctionnement politique porte en elle toutes sortes de contradictions et c'est seulement une fois que ces contradictions se sont mutuellement équilibrées que cette structure se révèle à même de fonctionner normalement. Au contraire, si on tente de privilégier par la force une contradiction au détriment d'une autre, il en résulte inévitablement un déséquilibre de la structure. Et, conséquemment, cela conduit à des troubles sociaux. voilà quelques dizaines d'années que nous restreignons la parole de l'opposition et que nous attaquons toutes les forces adverses. Or nous ne sommes toujours pas parvenus à connaître une situation politique d'unité et de stabilité. Bien au contraire, en lieu et place nous avons connu dix ans de troubles ⁵C'est-à-dire les dix années de la «Révolution culturelle».. Il appert que c'est uniquement quand on permettra une libre circulation de la parole de l'opposition, quand on permettra l'existence de partis d'opposition et d'une opposition à l'intérieur du Parti, que l'établissement d'une politique démocratique pourra être garantie. Alors, l'ordre

normal de la vie politique de la société sera assuré de façon satisfaisante. C'est au contraire dans la restriction de la liberté de parole que réside l'origine des troubles sociaux.

Ce qu'il importe de souligner c'est que nous ne devons en aucune façon soutenir l'idée d'une liberté de parole absolue. Dans la mesure où, à chacune des étapes de son développement, elle subit inévitablement toutes sortes de contraintes internes, la liberté absolue n'est pas possible. Mais nous nous opposons à toutes les contraintes venues de l'extérieur, et en particulier à celles qu'on nous impose par la violence.

Dans le nouveau mouvement actuel des Lumières en Chine, l'élite intellectuelle doit avant tout se préoccuper de la liberté de parole. Elle doit avoir le courage de formuler des critiques contre ce qui n'est pas juste – y compris les décisions et les actions du Parti et du gouvernement. Parce que, pour un intellectuel, le seul mode d'action sur la société est la parole. Sans la liberté de parole, les intellectuels n'auront pas les moyens de promouvoir le processus de démocratisation en Chine et ne pourront pas se tenir dans l'état d'indépendance nécessaire au maintien d'une attitude critique. Ils se trouveront, donc, dans l'incapacité de se débarrasser de leur condition de «poils sur la peau»

⁶Allusion à une formule célèbre, tirée du *Zuo Zhuan*, qu'affectionnait Mao: «Sans peau où pousseraient les poils?» (*Pi zhi bu cun, mao jiang yan fu*) Dans la tête du Grand Timonier les intellectuels formaient les poils et le Parti, la peau. du Parti et du gouvernement et leur destin ne sera pas meilleur qu'il l'a été au cours des quarante dernières années.

Wang Dan

[Traduit du chinois par Angel Pino.]